

La «violence urbaine» entre la presse régionale et nationale :

comparaison de deux groupes de journalistes dans leurs logiques de travail¹

Motoko Tsurumaki

Problématique

La «violence urbaine» est devenue l'un des thèmes médiatiques qui font régulièrement l'actualité. Le jet de pierres contre les bus, l'agression, le saccage d'une école, l'incendie des voitures, si ces «incidents» peuvent avoir lieu dans des dizaines d'agglomérations, ils ne sont toutefois portés à la connaissance d'un grand public qu'après avoir parcouru certaines étapes de la médiatisation. Nous essayons d'analyser ce processus de la mise en publicisation des incidents, à savoir, la construction d'un *événement*, à travers le travail des journalistes. L'événement est défini ici comme : «*des occurrences, des situations ou des actions portées à la connaissance du public parce qu'elles ont été créditées d'une certaine importance, jugées pertinentes dans un référentiel, dotées d'une "newsworthiness" (Neveu / Quéré : 1996)*».

Comment une «occurrence» ayant lieu dans une localité peut-elle s'introduire dans un processus de publicisation? «Recueillie» dans le «filet d'information (Tuchman)» par les médias locaux, elle peut ensuite «monter» à travers le filet, grâce au jeu de reprise des médias, pour devenir une information régionale, et ensuite, éventuellement, nationale. Cette évolution d'une occurrence n'est pas qu'un changement de dimension géographique : le circuit vers Paris lui procure plus de valeur d'information, puisque journalistiquement authentifiée et validée, pour qu'elle soit jugée comme digne de se faire connaître d'un «public national». Ainsi la car-

¹ Cet article se base sur une série d'enquêtes réalisées entre les années 1995–2000 en Bretagne (Morlaix, Brest et Rennes), en Alsace (Mulhouse et Strasbourg) et à Paris, auprès d'une soixantaine de journalistes, détenteurs de carte de presse.

rière d'une occurrence pose-t-elle d'abord le problème de la validation d'une «newsworthiness» qu'on appellera ici *l'informationnel*.

Or, dans certaines régions, l'implantation des médias régionaux est particulièrement forte dans la presse écrite qui dispose souvent d'un réseau dense et massif de journalistes, spécialisés dans la recherche d'informations locales. En cette matière, la concurrence et la compétence de l'audiovisuel étant très faibles, les journaux régionaux sont souvent les premiers à connaître les occurrences de tous les domaines. Cette caractéristique de la division du travail médiatique dans l'espace français met en relief l'existence de différentes sphères médiatiques, ayant un fonctionnement relativement autonome. En d'autres termes, l'apparition d'une occurrence s'insère de façon spécifique dans chaque espace, puisque géré par différents groupes de journalistes. C'est alors que se pose *le problème du «référentiel»* dans lequel l'informationnel est jugé et crédité dans chaque étape géographique de sa carrière. Car, une occurrence ne constitue un événement que dans un ensemble de contextes, propres à un espace médiatique.

Il faut aussi relever le problème du sens et des effets du passage des «frontières»² de l'occurrence : qu'est-ce qui justifie le passage ou le non-passage d'une occurrence à un autre espace? Le chemin de la publicisation d'une occurrence implique donc le problème de *l'ajustement* de ces espaces, aussi bien au niveau des cadrages de l'information dans une problématique que des modes d'interprétation. Autrement dit, la médiatisation nationale d'une occurrence implique le conflit, la négociation, l'ajustement, à l'intérieur de différents groupes sociaux qui disposeraient de leur propre référentiel pour juger l'informationnel.

L'objet de cet article est d'essayer de comparer les différents modes de création de l'informationnel à travers deux groupes de journalistes : **les «rubricards»** (spécialistes d'une rubrique) **et les reporters polyvalents de la presse écrite nationale** d'une part ; et d'autre part, **les «localiers»** (journalistes attachés à une «locale», service spécialisé dans les informations locales) **de la presse écrite régionale**. Chaque groupe, pour apprécier la valeur journalistique de l'occurrence, mobilise un certain nombre d'outils d'interprétation. C'est à la base de ces derniers qu'il

²La division ainsi supposée des espaces médiatiques, bien entendu, n'est que fictive et analytique : il serait ridicule de tracer une frontière sociale et géographique, entre des unités censées être relativement autonomes. Notre propos ici est seulement d'essayer d'analyser les effets possibles *résultant de la division du travail médiatique* dans le processus de la création de l'actualité. C'est pourquoi il sera question, dans nos recherches, que de la presse écrite, le secteur où l'emprise régionale de la PQR (presse quotidienne régionale) est importante et même dominante.

valide l'informationnel. Nous allons essayer de mettre en évidence la spécificité des outils de chaque groupe et le décalage d'appréciation qui en résulte. En faisant le choix d'une approche constructiviste³, nous considérons que l'informationnel ne se crée pas de façon automatique ou linéaire : c'est un processus mouvementé, où s'affrontent différents groupes de journalistes, chacun ayant sa propre base d'appréciation de l'informationnel, ainsi que des visions spécifiques de la sphère publique sur laquelle son travail s'insère.

L'analyse procède en trois étapes : 1. la définition de deux groupes en termes de logiques du journalisme ; 2. l'analyse du groupe national, de ses rhétoriques journalistiques et de ses cadres d'interprétation ; 3. l'analyse du groupe local, de ses rhétoriques journalistiques et de ses cadres d'interprétation.

Dans cette recherche, il sera seulement question de discerner les différentes logiques des groupes de journalistes, et la structure de la division du travail qui creuse «*le décalage*» entre Paris et les régions, afin de réfléchir ultérieurement sur le processus de l'ajustement.

Les différentes formes de journalisme

Dans une même catégorie professionnelle, les journalistes exercent des tâches dont les contraintes, les avantages, les objectifs à court terme diffèrent. A l'intérieur d'un même journal, un journaliste spécialiste de foot de la rubrique Sport ne partage ni les modes de recherche d'information ni le rythme de travail de son collègue critique de cinéma, ou bien d'un reporter polyvalent de la rubrique Société. Les rapports avec les sources, la fréquence et la nature des contacts avec ces dernières, la routine et l'emploi du temps, les rapports avec le public, diffèrent en fonction de contraintes caractéristiques. De même, entre l'espace médiatique national et local, la temporalité et la spatialité façonnent différemment les conditions de travail. C'est à travers les exigences spécifiques de leur travail que les journalistes en viennent à développer la conception de leur métier, de leurs rapports avec la société, du rôle de leur journal et du sens de leur travail personnel. En d'autres

³ S'interroger sur le processus de la «publicisation» d'une occurrence implique plusieurs niveaux qui s'apparentent aux études du processus de la communication, des études englobant aussi bien l'amont (fabrication de l'information) que l'aval (effets, constitution du public). Si nous partageons avec une série de chercheurs le paradigme événementiel et la problématique de l'espace public, au niveau de l'analyse des groupes, nous adoptons comme cadre théorique les recherches d'inspiration ethnologique. Ces choix théoriques nous imposent toutefois certaines limites quant aux analyses sur l'aval que nous traiteront uniquement à travers le point de vue de journalistes.

termes, les journalistes développent chacun des stratégies particulières pour mieux s'adapter à l'environnement, s'orienter, et se valoriser dans le quotidien. Leur conception des sources, des lecteurs et de leur mission est *le résultat de ces stratégies*. C'est en ce sens que nous considérons qu'il existe plusieurs logiques du journalisme⁴. C'est ainsi que le journalisme de "desk" s'oppose à celui de terrain (Mathien 1992), le journalisme de siège à celui de bureau détaché. Toutefois, pour ce qui nous intéresse ici, on peut relever deux formes de journalisme afin de mieux cerner la coordination nationale et régionale, ainsi que la différence entre les groupes de journalistes concernés.

D'un côté, on peut parler d'une logique du **journalisme d'originalité**. Le journaliste agit avec le regard d'un non-spécialiste pour traiter des occurrences, quels que soient le domaine, le sujet, ou la localité. Il est ainsi relativement libre de l'espace et des contraintes spécifiques liées aux sources. La mission du journaliste est d'apporter un regard «personnalisé» sur un événement, et la faute professionnelle serait de tomber dans des interprétations institutionnelles, reproduire des lieux communs, donner des explications peu convaincantes. Le journaliste du bureau parisien d'une presse régionale⁵ (dont la mission est d'ajouter un «plus» sur les dépêches AFP-médias nationaux) peut, aussi bien que le journaliste grand-reporter d'un grand quotidien national enquêtant sur la guerre de Kosovo, entrer dans cette catégorie. S'y oppose le **journalisme d'expert** où le journaliste agit sur un terrain très spécifique comme le spécialiste de l'Élysée dans les médias nationaux, ou le reporter de faits divers (le «fait-diversier») dans la presse locale. Cette logique nécessite un contact quotidien, l'établissement de rapports de confiance avec les sources, ainsi que l'acquisition de connaissances techniques poussées. La maîtrise des bons rapports avec les centres de décision ou de savoir et des connaissances hautement spécifiques est une des conditions majeures de ce journalisme. La faute grave serait pour cette logique de manquer de précision dans les faits et l'attention aux «dé-

⁴ Quelques auteurs ont distingué différents types de journalisme (ex. Hunter 1997; Janowitz 1977; Mathien 1992; Ruellan 1995). Notre intention n'est pas de dresser le tableau exhaustif des différentes contraintes du journalisme, mais de trouver des outils conceptuels pour comparer des groupes de journalistes concernés.

⁵ “[Ce journaliste explique comment faire passer son papier dans le journal.] C'est la stratégie de... séduction. Insister pour faire comprendre [à la rédaction en chef] que c'est important, c'est intéressant, de leur donner bonne raison de passer le papier. Dire que c'est quand même inédit, je peux faire quelque chose de personnel... c'est ça aussi qui est important pour moi c'est de montrer sur certains sujets que je vais faire quelque chose de plus original que l'AFP (un journaliste du bureau parisien d'un journal régional).”

tails», la rigueur étant ici la règle d'or, quel que soit le domaine concerné. Ce journalisme d'expert ressemble en certains points à ce que Molotch et Lester (Molotch/Lester 1974 ; et aussi Padioleau 1976) appellent le journalisme de «*routine*» : la nécessité pour le journaliste de maintenir des contacts réguliers avec les sources donne à certains acteurs un accès privilégié aux médias. Ce qui a été dit par telle ou telle source a plus de chance d'être retenu par le journaliste que si cela n'avait été dit par d'autres. L'établissement de la «hiérarchie de crédibilité (Howard Becker)» des sources concerne les activités du journaliste spécialisé aussi bien au niveau national que régional.

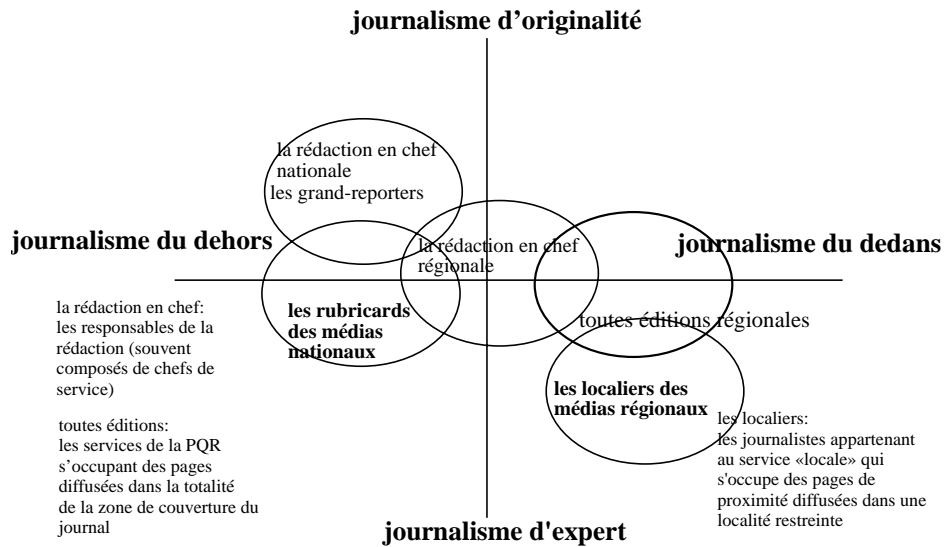
Si les deux logiques évoquées ci-dessus se distinguent dans les rapports avec *les sources*, un autre couple, **le journalisme du dedans** et **le journalisme du dehors**, se différencie plus dans les rapports avec *le public et la société*. Autrement dit, cette distinction relève du mode d'implication des journalistes par rapport à la société à laquelle le journal est destiné, ce qui signifie qu'elle n'est pas de nature substantielle ni factuelle, mais relative et contextuelle. Elle ne définit aucunement «l'orientation» du contenu rédactionnel, mais marque, d'une certaine manière, l'idée que les journalistes peuvent se faire de leur mission vis-à-vis de la société directement concernée. Tandis que le journalisme du dehors tient profondément à l'idée de «révéler la vérité» et «déceler la problématique», le journalisme du dedans s'intéresse avant tout à «être utile» pour la société, à répondre de façon juste et appropriée à ses problématiques, et à chercher l'équilibre entre l'effet que peut entraîner la publication de telle affaire et l'impératif d'«informer». Si ces objectifs ne s'excluent évidemment pas mutuellement, ils posent toutefois la question de la priorité.

D'autre part, cette distinction implique aussi les rapports sociaux que noue le journaliste avec son public : le journalisme du dedans est toujours exposé à la pression et à l'effet que pourrait avoir un compte rendu de l'occurrence, tandis que le journalisme du dehors a un rapport plus distancié avec son public, ainsi qu'avec les personnes sur lesquelles il enquête. De là résulte un rapport et une distance sociale entre le journaliste du dehors et son public. Si, un journaliste étranger vient enquêter en Ethiopie sur la population abandonnée à la famine dans l'indifférence générale, il peut être accueilli par la population comme un sauveur ou un libérateur, tant elle voit en lui un outil inespéré de faire savoir au monde sa situation désespérée. La différence de distance sociale apparaît aussi entre les journalistes de secteurs différents, mais partageant le même terrain, et dans des situations beau-

coup moins spectaculaires. Par exemple, tout en étant basés en permanence à Rennes, un journaliste correspondant du *Monde* et un journaliste de *Ouest France* n'ont pas la même relation symbolique avec leurs lecteurs rennais.

Aucune de ces quatre logiques journalistiques ne correspond à la distinction entre presse nationale et régionale, au contraire, elles peuvent coexister des deux côtés, et même dans le travail d'un même journaliste. Un journaliste de la «locale» (service spécialisé dans les informations locales) de la PQR, se trouvant devant un meurtre énigmatique dans son secteur, même si ses conditions de travail le rapprochent plus du journalisme de spécialisation et du dedans, peut traiter l'affaire comme l'aurait fait n'importe quel journaliste national, dans la logique de l'originalité et du dehors, si la nature du sujet le lui permet. De même, dans la presse nationale, l'opposition entre «rubricards» (spécialistes d'une rubrique, d'un thème) et «grand-reporters» (reporters envoyés dans différents endroits, dans n'importe quel domaine), telle qu'elle est décrite par Schneidermann (1999), s'explique par cette distinction entre le journalisme d'originalité et le journalisme d'expert. On peut en voir un autre exemple quand, pendant une campagne électorale, un grand quotidien national se garde de sortir une grande affaire en la jugeant potentiellement néfaste au déroulement des élections, jusqu'à décaler sa parution de plusieurs semaines, tandis qu'un journal britannique, face à la même affaire, n'aura pas le même réflexe de journalisme du dedans et pourra en parler sans délais.

Les journalistes, tout en ayant des logiques d'action potentielles et diverses, sont caractérisés, de par leur appartenance à tel type de service, à telle rubrique, par une certaine combinaison de logiques dominantes, lorsqu'il s'agit d'une information d'«origine locale». On pourra le montrer par le schéma suivant.



Dans ce schéma, les groupes les plus opposés sont **les localiers** (spécialisation poussée et logique d'implication très forte) et **la rédaction en chef des journaux nationaux et les grand-reporters**. **Les rubricards** des médias nationaux, journalistes appartenant à une rubrique particulière, se trouvent entre le journalisme d'originalité et le journalisme d'expert. Nous allons maintenant comparer les groupes de rubricards et de reporters polyvalents de rubrique Société, et de localiers de la PQR (presse quotidienne régionale), pour analyser les contraintes et les particularités de leur travail, ainsi que la façon dont ils construisent leurs stratégies à travers le thème de la violence urbaine.

Les agendas de la violence urbaine

Les journalistes développent, dans un contexte particulier, des stratégies adaptées aux situations. Lorsque les incidents—l'occurrence— surviennent, pour déterminer l'informationnel de leur propre manière, ils font usage de certains cadres d'appréciation, mis en oeuvre par leurs stratégies *contextualisées*. Autrement dit, chaque stratégie se forme uniquement à travers un environnement structuré à la fois par la logique du métier et par l'exigence de la société concernée. Pour essayer d'analyser la dynamique qui serait propre à un espace social médiatique où la problématique de la violence urbaine est insérée, on utilisera le terme *d'agenda*.

Situer une occurrence dans son contexte pour en apprécier la valeur journalisti-

que fait partie intégrante du métier de journaliste. Si, comme l'affirme Jean Charron, chaque information produite doit être vue comme «*un récit qui adopte des formes et des structures narratives particulières* (Charron 1995)», et si chaque stratégie développée par les journalistes est destinée à former certaines narrations, on peut chercher les particularités narratives qui seraient liées à chaque espace médiatique, à chaque agenda. Nous adoptons les termes de *cadres d'interprétation*, pour décrire des «outils» concrets d'appréciation de l'informationnel, et de *rhétoriques*, pour désigner la forme de légitimation de la narration. C'est en analysant ces cadres et ces rhétoriques particuliers à chaque groupe et à chaque espace médiatique qu'on peut déterminer les différences dans la création de l'informationnel.

L'agenda des localiers

Les «localiers», les journalistes travaillant pour les pages diffusées dans une localité restreinte, ont pour mission de relater ce qui se passe dans ce microcosme. L'absence de concurrence véritable avec l'audiovisuel assure à chacun des quatre quotidiens sur lesquels nous avons enquêté un monopole dans la ville de son siège⁶, et en fait «le» journal de la ville. A tel point qu'une conférence de presse à la mairie ne peut commencer qu'à l'arrivée du journaliste représentant ce quotidien. Le travail des localiers, eux-mêmes souvent originaires de la région, est structuré par l'ambiance de symbiose historique avec la ville. Les informations locales, à leur tour, imprégnées de la mémoire locale, se caractérisent avant tout par *la continuité* et par *la quotidienneté*, que traduisent, par exemple, le ton sobre et la banalité apparente. Toutefois, à cause même de l'absence de concurrence, les temps médiatiques locaux restent relativement éclatés : de «petits» événements provenant des quartiers, des associations, de la remise de médaille à telle grand-mère, ne sont «rassemblés» dans le journal qu'en maintenant leur disparité, même, parfois, sans ordre chronologique.

Quant aux conditions à l'intérieur de l'entreprise, les pages locales paraissent tous les jours, malgré une diminution sensible ces dernières années, les journalistes n'ont pas de problème de place exacerbé comparable à celui qu'on rencontre au niveau national. Les discussions ardues pour «vendre» leur papier leur sont épargnées. En revanche, la difficulté vient notamment de l'obligation de tout raconter en répondant à des sollicitations venues de tous côtés : des associations, des comi-

⁶ Il s'agit de Rennes (Ouest France), de Morlaix-Brest (le Télégramme, quoique Ouest France est présent en position minoritaire), de Strasbourg (les DNA), et de Mulhouse (Alsace).

tés du quartier, des centres culturels, etc.

C'est dans ces conditions de travail que les localiers caractérisent, à leur propre manière, les deux logiques du journalisme : ils ont recours au journalisme d'expert, dans la mesure où leur travail, basé sur la spécialisation géographique, nécessite l'acquisition d'une connaissance minutieuse des différents endroits, milieux, organisations. Les localiers cherchent moins «l'originalité», ou «le grand effet d'annonce», tant la nature de leur travail ne favorise pas la recherche d'un angle très personnalisé, comme c'est le cas chez leurs confrères nationaux.

La proximité et la notoriété imposent, même si cela paraît contradictoire, un principe de rigueur⁷ aussi bien dans la collecte d'informations que dans l'écriture : l'impact du journal est tel que les journalistes adoptent souvent une prudence extrême pour éviter la moindre erreur. La prudence est aussi dictée par la vulnérabilité du journal : une partie importante du lectorat est aussi faite d'annonceurs de publicité qui font du poids dans la recette du journal ; partenaires de différentes activités du journal, mairie, associations, centres, etc., sont également des sources rédactionnelles essentielles. Être expert dans ce contexte est de connaître les besoins de tous les milieux, jouer les médiateurs entre partis qui s'opposent, essayer de gagner la confiance de tout le monde afin qu'on continue à verser automatiquement «les infos».

Cette logique d'expert locale est ici inextricablement liée à la logique du dedans : s'agissant d'une petite communauté géographiquement limitée, les localiers sont plus vulnérables aux pressions. Plutôt que de chercher des «problèmes de fond», les journalistes se contentent de ne pas mettre en cause le fonctionnement normal des différentes institutions. D'où le caractère peu critique vis-à-vis des pouvoirs en place, ce qui fait objet d'un reproche classique de la part des médias nationaux.

Avant d'entrer dans l'analyse des rhétoriques et des cadres d'interprétation propres à ce groupe, il faut s'arrêter sur l'aspect dévalorisé du travail de localier. La forme et les conditions de celui-ci sont souvent très éloignées du modèle classique du journaliste, si bien qu'il est déprécié a priori dans le corps des journalistes en

⁷ «On a certains médias nationaux qui pratiquent du style «opération commando», qui vont venir sur un fait divers, par exemple, qui vont raconter n'importe quoi. [...] Par contre, si nous, on raconte une bêtise, les institutions nous connaissent, nos interlocuteurs nous connaissent. L'an dernier, quand il y a eu la tuerie à St-Didier où 5 personnes ont été tuées dont deux gendarmes, [...] on a eu des collègues de certaines radios nationales qui ont raconté des BETISES. [...] Mais c'était pas possible. Moi, je connaissais le secteur et c'était pas possible. Mais bon, c'était des médias nationaux, bon (un responsable de la locale à *Ouest France*).»

général. De là vient une volonté observable chez certains journalistes de donner à ce groupe un sens propre.

La dévalorisation de la mission et l'invention de la noblesse localière

Alors qu'ils n'avaient pas forcément un profil très «professionnel» il y a vingt ans, les localiers, comme les autres catégories de journalistes, comptent aujourd'hui de plus en plus de haut-diplômés. Pour les jeunes diplômés qui idéalisent la profession du journaliste, l'entrée dans l'univers local signifie d'emblée, au sens intellectuel et social du terme, *une chute*.

“Quand j'étais à l'école de journalisme, on faisait des éditoriaux remarquables sur le Viêt-nam, mais le premier article que j'ai fait chez *Alsace*, c'était : «on allait encore élever le prix des légumes au marché». Il y a un tel fossé que c'était... drôle, quoi. Et on voyait que les marchands de légumes emballaient leurs légumes dans le journal qu'on avait écrit la veille (un journaliste à *Alsace*).”

La déception, le sentiment de décalage entre le travail réel et ce qu'ils attendaient, sont d'autant plus intenses quand il s'agit de jeunes, de surcroît souvent plus diplômés que les anciens⁸. S'y ajoute la stigmatisation ancienne du métier de localier au sein de l'entreprise, de la part des journalistes de toutes éditions.

La dévalorisation apparaît plus clairement dans le travail des faits divers : qualifié de rubriques des «chiens écrasés», ce travail très routinier à cause des tournées quotidiennes obligatoires chez les policiers, les gendarmes et les pompiers, etc., est souvent assuré par les jeunes journalistes qui espèrent changer de service au bout de quelques années. De même au niveau national, les faits divers, à de rares exceptions près (comme *Libération*), restent tout de même un travail de jeunes recrutés «disponibles». Une bonne partie des journalistes dont le travail touche à la violence urbaine est, nous insistons sur ce point, en décalage avec le modèle classique et très valorisé du journalisme, que ce soit en Province ou à Paris, ce qui, à notre avis, n'est pas sans conséquence dans les mécanismes de la médiatisation, parfois voulue et tentée, de la part des jeunes ambitieux.

⁸ “[A l'école de journalisme] on idéalise vachement la profession, la déontologie...etc., et puis on passe sur le terrain... Je me souviens d'un journaliste qui m'a dit : «ah, la déontologie, on peut la passer par-dessus!», des choses comme ça... [...] On t'envoie des disques, on paie des trucs... tu vois, c'est très délicat, après, à partir de quoi... C'est très difficile de faire des enquêtes, c'est propre à la locale. Tu te rends compte que tu peux pas être très sanglant [...]. On fait des sujets, paf paf paf, pendant trente ans, à un rythme très soutenu... (un localier à *Ouest France*).”

La logique de la noblesse localière

C'est cette dévalorisation du métier, et une certaine frustration constante qui poussent certains journalistes à développer une idée de fierté et une logique de la noblesse qui serait propre à la locale. Le mot fait partie du vocabulaire caractéristique de ces localiers, entendu lors des entretiens.

“—Souvent, le matin, quand on se réunit, on a l'habitude de dire qu'en fait, la page la plus noble, c'est la locale. [Rire.] Ce qui fait pour moi avant tout le grand intérêt d'*Ouest France*, c'est l'information locale. [...] Parce qu'on essaie de relater des informations au niveau le plus... le plus... bas, géographiquement, quand je dis «bas», c'est pas la question de la qualité, mais c'est au niveau de la géographie (un localier à *Ouest France*).”

“Il faut que la page locale soit noble, soit... porteuse d'intérêts (un localier en Alsace).”

La valeur et la technicité du métier, affirment les localiers, résident dans le fait de connaître à fond la réalité locale, et cela quels que soient les secteurs et les milieux qu'ils traitent. Autrement dit, cela traduit le sentiment d'être au plus près de la «réalité», de pouvoir maîtriser d'une certaine manière *les circuits des informations* sur la ville et dans la ville, et d'être, par là même, *le ciment des relations sociales*⁹. En cela, la logique de la noblesse ainsi développée et idéalisée est le prolongement à l'extrême du journalisme du dedans et du journalisme d'expert dans le contexte local.

La conception sur leur rôle social peut pousser certains localiers à aller s'immerger sur le terrain, à la recherche des rapports de confiance avec «les sources», et cela même dans des quartiers dits «difficiles». Par exemple un journaliste strasbourgeois, enthousiaste du métier local, raconte avec émotion comment il a réussi à faire venir «les jeunes du quartier» qui lui demandaient de «corriger» le faux compte rendu d'un incident relaté par son collègue fait-diversier. Un autre journaliste, mulhousien, tient obstinément à donner «la vision des habitants du quartier» pour raconter tel ou tel incident. Si ces investissements individuels, très «coûteux» parce que nécessitant la présence constante sur le terrain, ne sont pas partagés par tout le monde, on observe toutefois que ce sont surtout les localiers attachés au

⁹“Moi je travaille avec tous les élus [...], avec les associations, avec les animateurs de rue ; nous, on travaille avec tous ces gens-là (un localier aux *DNA*).” “On a l'impression, qu'étant donné l'impact d'un journal comme *Alsace*, dans une ville comme Mulhouse, on joue un rôle d'équilibre social (un localier à *Alsace*).”

métier local qui s'investissent le plus dans un tel effort. Les faits-diversiers, lorsqu'ils sont pleinement intégrés dans l'équipe de la locale, partagent ces réflexions, essaient de valoriser leur travail en termes de service, de contacts humains, de rigueur. Ce fait-diversier souligne l'inutilité, selon lui, de semer la panique au sujet de l'insécurité de la ville de Brest, en faisant valoir ce qu'il connaît des problèmes des quartiers :

“En fait... [pour parler de la délinquance etc. dans la ville] il faut avoir un certain recul et un certain optimisme. Parce que...le fait-diversier qui flatterait le mauvais côté des choses... bah il a de quoi faire, quoi. Il passe toujours au commissariat, si on veut, on peut prendre vingt plaintes de voitures fracturées quoi. Et on peut passer dans le journal «des portières pliées, des autoradios volées, des tags sur les portières» et tout ça. [...] Moi, je veux dire, il y a des gens qui disent «Ah! Brest! C'est vraiment de pire en pire!», mais ça servira à «rien» (un fait-diversier au *Télégramme*).”

Or, si les journalistes soulignent le sens du métier local, c'est parce que cette valorisation, justement, «ne va pas de soi»¹⁰. La légitimation du travail, la recherche d'un autre modèle noble du journalisme, ne se gagnent qu'au prix de batailles quotidiennes, contre les logiques de toutes éditions, les collègues cherchant uniquement de «grands sujets» médiatisables et plus vendables aux toutes éditions et, parfois, contre soi-même. Ce conflit grandit lorsque les sujets paraissent particulièrement propices à la médiatisation, comme c'est le cas de la «la violence urbaine» qui est devenue un sujet stable et entrée dans la catégorie de l'«actualité». C'est pourquoi le traitement des incidents pouvant être qualifiés de ce nom génère facilement des conflits et des tensions au sein même de la rédaction locale.

Les rhétoriques journalistiques

Les rhétoriques des localiers se composent de l'affirmation de la spécificité évoquée ci-dessus, et aussi d'un modèle classique du journalisme.

¹⁰ Dans les propos des localiers, même s'il disent profondément attachés à leur métier, on constate parfois une certaine ambivalence. Les témoignages de ces deux journalistes qui «comprennent» l'envie de certains collègues d'écrire dans des pages toutes éditions trahissent cette ambiguïté : “C'est un problème qu'il y avait avec X [un collègue du service local], il dit, «ah, ça [l'information sur une association à 200 personnes] intéresse personne», mais on dit, «si, ça respecte déjà deux cents personnes». [...] Et je sais que X ne s'intéresse pas à la locale parce que c'est vrai que dans la locale il y a aussi des trucs pas intéressants (un localier aux *DNA*)”; “Les gens (de la locale) aiment bien signer dans des pages dites nobles. Je pense que ça peut se comprendre, il y a une diffusion beaucoup plus large, vous avez votre signature en dernière page, un papier bien placé, bon, c'est vrai que c'est plus satisfaisant à un certain niveau (un localier au *Télégramme*).”

Dans tous les journaux, les pages locales sont parmi les plus lues. L'identification des pages, l'attachement des lecteurs à ces pages, font que se développe chez les localiers le sentiment d'avoir une *communio*n quotidienne avec la population entière, indépendamment des milieux ou des quartiers. C'est cette «communauté imaginée» à laquelle les journalistes se réfèrent pour donner un sens, une certaine légitimité professionnelle relativement stable à leur travail, ce qui se traduit dans l'usage quasi automatique du terme «*les gens*» chez tous les localiers rencontrés. Cette croyance dans une communauté formée avec les lecteurs explique leur autre croyance d'être directement liés à la vie des habitants.

“Je pense que c'est très important, pour les **gens**, la vie de leur quartier, c'est vrai que tout ce qui se passe en informations générales, ils ont la télé, ils ont la radio, ils l'ont tout de suite. La vie de quartier, non : c'est DANS LE JOURNAL (un localier aux *DNA*).”

“Pour le lecteur, je pense que [...] traiter une information locale, où on dit par exemple qu'à Rennes la qualité de l'eau est tellement mauvaise qu'il va falloir maintenant boire de l'eau en bouteille, je crois que là, on rend service davantage aux **gens** [...]. «Pourquoi, qui a pris une telle décision, comment on va faire maintenant, qu'est-ce qui va être fait pour améliorer la situation», ça c'est de la vraie information locale (un localier à *Ouest France*).”

C'est cette identification à l'espace médiatique dont ils se servent qui explique le caractère «communautaire» et «communautarisant» des récits des localiers. Lorsque ceux-ci parlent des «incidents» dans tel ou tel quartier, les repères principaux sont empruntés au paysage municipal : les rues, les quartiers, les habitants depuis des générations et les nouveaux arrivants, les élus, les policiers... Quel que soit la nature des incidents (2 voitures brûlées ou caillassage contre un bus), l'événement renvoie à la mémoire de la ville et à sa géographie pour chercher son explication. De même, dans cette *narration homogénéisante*, presque toutes les figures humaines ont droit au même statut : *habitant*. Le repérage essentiellement local et d'une communauté imaginée structure les récits des journalistes locaux.

Les cadres d'interprétation des localiers

Dans aucune des rédactions locales, la «violence urbaine» ne sert, en soi, de cadre d'interprétation dominant et préétabli pour décrire tel ou tel problème. Les rédactions bretonnes et alsaciennes se contrastent toutefois quant à l'acceptation du terme lui-même. En Bretagne, celui-ci provoque un rejet général (“Il y en a pas

ici”. “Mais qu’est-ce que vous entendez par là, la «violence urbaine»?”). Malgré le nombre d’incidents très faible, même minime, on constate pourtant certains éléments généralement liés à la problématique nationale (la montée du sentiment d’insécurité, la précarité de certains quartiers à problèmes dont quelques-uns concentrent une grande part de population immigrée). L’ironie veut que la ville de Brest, où il y a plus de problèmes pouvant entrer dans cette catégorie (jets de pierres contre les bus, feux de poubelles et de voitures, petits affrontements avec la police) n’ait jamais connu la médiatisation nationale, alors que Rennes, qui connaît moins ces problèmes, a déjà suscité l’attention des médias nationaux en cette matière.

Dans l’imaginaire des journalistes en Bretagne, la violence urbaine ou «les problèmes des quartiers sensibles» authentiques se trouvent essentiellement, sinon uniquement, en «banlieues» parisiennes. L’emploi de ce terme renvoie non pas à une situation géographique mais, pour eux, à l’image de la grande concentration «ethnique» dans une localité très urbanisée ; et aussi à l’image d’incidents de nature spectaculaire qui apparaissent à un rythme régulier. En contrepartie, la problématique de la «sécurité» est devenue très importante, même «sensible», aussi bien pour les deux rédactions que pour la mairie des deux villes enquêtées. Ce qu’on constate est donc une *séparation assez nette entre les deux problématiques de «sécurité» et de «violence urbaine», et encore plus avec l’«immigration»*, ce qui est moins le cas en Alsace.

En effet, en l’Alsace, la qualification des incidents en terme de «violence urbaine» est relativement fréquente depuis l’année 1995. En cela, on doit tenir compte de la médiatisation d’envergure nationale qui, depuis cette année, a focalisé la région à plusieurs reprises, et qui a fini par la rendre très sensible en cette matière. Toutefois, au fur et à mesure que les incidents se banalisent, en suscitant parfois l’intérêt des médias parisiens qui viennent les couvrir, les locaux développent une variation de repères pour interpréter la violence. Tel journaliste, vrai spécialiste de faits divers et de faits de société depuis des années à Mulhouse, par exemple, distingue les caractéristiques des quartiers et les «formes» de violence qui y correspondent.

“En fait, il n’y a pas de délinquance «inter-quartiers». Bon, il y a des rivalités entre les bandes, mais quand tu vois les «formes» de violence. Le Drouot, c’est un vieux quartier ouvrier, mais c’est vrai que c’est plus individuel, tandis qu’aux Coteaux, c’est plutôt le phénomène des bandes, les rackets. Et le Bourtzwiller, là, c’est vraiment le phénomène de masse, la violence contre les représentants de la société. [Pour analyser

une émeute,] il y a plein de facteurs, et les facteurs, c'est pas les mêmes pour un autre fait.”

Un autre journaliste de la radio à Strasbourg, quant à lui, estime que c'est la médiatisation actuelle qui a fabriqué les phénomènes de «violence urbaine», alors que la violence, elle, existait depuis toujours.

“Quand on discute avec [les policiers] qui étaient là dans les années 60, il y avait des quartiers, à Strasbourg, la Kourtenau par exemple, le quartier qui était tout près du centre-ville, qui était de ce qu'on appelle «coupe-gorge», et où on osait pas sortir quand la nuit tombait. [...] Mais la violence urbaine, ça a toujours, ça a toujours existé. En revanche, ce qui n'existait pas à l'époque, c'est la médiatisation.”

L'agenda des rubricards et des reporters polyvalents des médias nationaux

A Paris sont réunis les sièges et les activités importantes d'une grande partie des médias d'un rayonnement national, mais aussi les bureaux de certains médias régionaux, étrangers, sans parler de nouveaux supports (magazines, journaux, revues, etc.) dont l'existence est souvent éphémère. Carrefour d'informations, mais aussi point de transit, Paris apparaît à la fois comme le lieu d'un grand regroupement des médias et de leur compétition. Cette concentration et la concurrence expliquent la temporalité médiatique caractérisée à Paris, à savoir une réaction collective intense sur les sujets dit d'actualité. D'où la durée de l'événement souvent extrêmement courte et fragmentée par rapport à celle des événements «restés» dans les espaces régionaux. La circulation intense d'informations volumineuses augmente le degré de sélectivité, régulée par le jeu de la concurrence, et ce mouvement crée un temps médiatique marqué par *l'urgence*, intense et instantanée. Cette urgence se renforce au contact des occurrences imprévisibles comme lorsqu'il s'agit de la «violence urbaine», imprévisible par définition.

De cela résulte une certaine instabilité qui structure les conditions du travail des journalistes dans les différentes phases, aussi bien dans les recherches d'informations que dans les rapports organisationnels de l'entreprise à laquelle ils appartiennent.

Une grande spécialisation intellectuelle exige du journaliste un travail indépendant et de qualité, et cela dans une rivalité intense qui s'installe même à l'intérieur d'un service. Ainsi, les journalistes doivent argumenter auprès de leur chef afin de convaincre celui-ci de l'importance de l'information qu'ils ont entre les mains et

d'«avoir la place» qu'elle mériterait, et cela en un meilleur emplacement et avec plus de lignes que ne propose la direction¹¹. Savoir argumenter, séduire le chef en utilisant le vocabulaire adapté, et le convaincre de la valeur de l'information, tout cela à leurs yeux fait partie intégrante de la compétence professionnelle. Et, si le travail de persuasion occupe une partie importante du métier, il ne va pas de soi et se fait souvent en vain. A cause de l'urgence et de l'instabilité du rythme d'actualités, proposer un sujet qui ne correspond pas à l'attente du chef est souvent difficile, de même que d'avoir une discussion de fond sur un sujet «commandé», surtout quand leur compétence professionnelle n'est pas suffisamment reconnue.

“Alors, si vous voulez, quand la direction vous demande un article, elle vous dit pourquoi elle vous le demande et pourquoi ça l'intéresse. Donc vous êtes obligé d'en tenir compte pour rédiger votre papier ou votre enquête. [...] En fait, on a pas vraiment le temps de discuter, ça se fait très vite (un reporter de la rubrique Société à *Libération*).”

Les particularités de la problématique «violence urbaine» ou la dynamique d'un «champ d'intérêt» public

Un «champ d'intérêt» public (Charron 1995) met en place un certain nombre de conditions qui influencent le travail et la création de stratégies des journalistes. La violence urbaine a sur ce point la caractéristique d'être déjà devenue, dans l'imaginaire des journalistes de «Société», en particulier chez les chefs de service, un «problème national» qui constitue un des sujets stratégiques de la rubrique, et cela quel que soit le journal concerné.

Une autre particularité est que, dans la presse nationale, le thème peut être traité par des spécialistes de différents domaines, tels que la jeunesse, l'urbanisme, la police ou l'éducation. Autrement dit, la violence urbaine, au niveau national, est à la fois catégorisée et «thématisée» dans le cadre de la rubrique Société, alors que, au niveau local, les faits de délinquance se rapportent avant tout à la vie des quartiers et à leur géographie, vus et analysés à un moment précis de l'histoire de la ville.

¹¹ Par exemple, pour ce journaliste de la rubrique Culture, l'argumentation auprès de son chef pour avoir la place équivaut 50% de son travail quotidien. “Ça c'est quand même, ce travail d'argumentation et tout ça, c'est quand même 50% du travail qu'on fait, enfin, que je fais, moi. [...] Oui, parce que, il y a peu de place pour beaucoup de genres. [...] On est combien, 14 ou 15 permanents et pigistes au service culturel, et chaque fois il faut arriver à dire que son sujet est plus important que celui du voisin. Et donc il faut arriver à convaincre que, je sais pas moi, un chanteur argentin est plus important que l'exposition menée dans le palais. C'est assez compliqué. Il faut faire ça tous les jours quoi.”

D'autre part, le fonctionnement parisien des médias se distingue des régions dans leurs rapports avec les agences de presse et l'AFP en particulier. La rubrique Société, marquée plus que d'autres par l'urgence, se montre particulièrement dépendante vis-à-vis des dépêches.

En effet, la plupart du temps, les journalistes (rubricards et reporters polyvalents) de Société sont avertis soit par des dépêches, soit par d'autres médias (radio, quotidiens concurrents entre autres), sauf quand il s'agit d'informations venant de canaux particuliers. Les dépêches AFP constituent néanmoins de loin les «alertes» les plus importantes. Dans la concentration parisienne des informations, les chefs s'occupant des dépêches croient avoir accès à toutes sortes d'informations sur «ce qui se passe en province», et cela en temps presque réel. Cette croyance procure aux journalistes une autre croyance, sur la pertinence des informations relayées par certains canaux, notamment par ceux de l'AFP : les dépêches ne font pas objet de doute concernant l'existence même de tel ou tel incident ; mais la question est plutôt de savoir «quelle importance accorder» (négliger, en faire une brève, envoyer quelqu'un du siège, ou s'adresser au correspondant local payé à la pige, ou au correspondant régional etc.). De surcroît, les incidents déjà survenus, ou en train de se développer, sont à «couvrir» d'urgence, étant souvent considérés comme un sujet facilement périssable. D'où l'importance du cadrage, «du ton» souvent déjà donné par la dépêche AFP en matière de violences urbaines.

Les stratégies des rubricards et des polyvalents

Spécialisés thématiquement en tant que rubricards, ou polyvalents de la rubrique, les journalistes nationaux se caractérisent par une double logique : d'un côté ils ont un thème de spécialisation intellectuelle qui correspond aux divisions du travail de l'Etat et des institutions nationales (jeunesse, urbanisme, éducation, immigration, etc.), ce qui nécessite l'appropriation de la logique d'expert ; et, de l'autre côté, vivant dans un environnement beaucoup plus concurrentiel que leurs confrères régionaux, ils doivent également montrer une grande originalité dans leur article. L'originalité, dans le contexte de la spécialisation thématique, veut dire non seulement découvrir quelque chose de nouveau, mais démontrer une problématique de façon la plus convaincante sinon percutante possible, et cela aussi bien auprès du chef que du public.

La nature de leur spécialisation non géographique mais thématique nécessite une acquisition de connaissances techniques. Le journalisme d'expert s'approche ici

infiniment au travail de l'«intellectuel». Alors que les localiers se réfèrent aux savoirs sociaux-géographiques sur les quartiers, leurs pairs s'intéressent davantage aux données statistiques, sociologiques ou politiques. L'affinité de ces derniers avec les chercheurs se confirme aussi à travers les références fréquentes aux résultats des dernières recherches. De l'autre côté, la problématisation de la «violence urbaine» introduit une continuité de réflexion chez les intellectuels, les hommes politiques ou différents acteurs sociaux avec qui les journalistes sont amenés à partager la même réflexion. Ainsi, de par leur proximité géographique parisienne mais aussi socioculturelle, les journalistes partagent *avec les décideurs parisiens* «les grands enjeux» du moment.

Pour le journaliste «expert-intellectuel», le travail journalistique apparaît aussi comme une expression du soi. Le regard du «moi» qui traverse l'article, la subjectivité personnelle pour traiter tel ou tel sujet, sont souvent assumés consciemment et mis en avant. La recherche d'une démarcation dans ce contexte apparaît comme l'effort de construire une problématique pertinente, originale, et qui correspond à la préoccupation des décideurs. Quant aux journalistes polyvalents de la rubrique Société, ou encore les grand-reporters polyvalents, la nécessité de rendre le papier «personnel» est encore plus ressentie.

“Le journal envoie un reporter [...], ce qu'on lui demande, c'est son regard. [...] Donc, «allez voir, essayez de comprendre pourquoi», «quel est votre regard sur cette ville, sur les gens? [...]» (Un grand-reporter du service Enquête au *Monde*).”

Une autre logique qui caractérise les rubricards et les reporters est la logique du dehors : face à des incidents ayant lieu en province, leur souci n'est pas de proposer des solutions pour la société locale directement concernée, mais de mettre au jour le problème dans un aspect généralisable. Au lieu de chercher, comme c'est souvent le cas chez les journalistes locaux, une «communion» avec les lecteurs, les journalistes de Paris tentent de mettre en relation des faits avec d'autres références. Car leur souci n'est pas d'essayer de répondre au problème, ce qui est caractéristique à la logique du dedans, mais de «faire apparaître le problème» ce qui, paradoxalement, peut focaliser davantage un incident que ne l'auraient fait les médias locaux, produit pourtant sur leur terrain.

les rhétoriques journalistiques

Par leur proximité avec le milieu intellectuel parisien, et avec les décideurs poli-

tiques, la visée des journalistes nationaux se dote d'une orientation essentiellement politique : tel ou tel incident est vu, non pas dans la perspective de la spécificité de l'occurrence, mais dans l'intérêt qu'il peut avoir dans l'agenda politique.

En effet, la mission du journalisme du dehors est directement orientée vers les possibles *retombées politiques* : quelle que soit leur orientation idéologique, les journaux nationaux ont sans cesse comme objectif implicite l'influence politique que pourraient avoir leurs articles (Macé / Peralva 1999 ; Macé 1999). Le modèle d'un journalisme noble pour la presse écrite dite d'opinion, est structuré dans ces rapports, et c'est pourquoi, tous les journalistes rencontrés à Paris parlent, directement ou implicitement, de leur «indépendance», de leur «liberté» d'écrire : c'est parce que leur souci s'oriente, non pas vers la «communauté imaginée» avec leurs lecteurs, mais plutôt vers la «bataille constante imaginée» contre toutes sortes de pressions des pouvoirs, quelle que soit leur origine (politique ou économique).

L'autre versant des rhétoriques nationales est de désigner, à travers le traitement de différents incidents, le «problème de fond». Autrement dit, au niveau national, la lutte autour de la définition de la violence urbaine est souvent menée au nom de «la recherche de vrais problèmes» qui relèvent de la politique soit de Matignon, de l'Élysée, soit d'autres instances. De là résulte, quoique sous formes différentes en fonction des journaux, une forme de légitimation du métier par les expressions telles que «dire la vérité», «poser de vrais problèmes».

“Je pense qu'on était largement, on était quand même à la pointe dans cette affaire de l'insécurité en banlieues. *Le Figaro* a été toujours le premier des journaux, parce que tous les confrères jusqu'à présent parlaient assez peu d'incidents dans les banlieues, parce que c'est la population immigrée, qu'il fallait la respecter etc., il y avait de très bons sentiments. [...] Donc, on a choisi, par des éditoriaux que j'ai écrits à l'époque, par des reportages, de dire la vérité (un responsable de la rubrique Informations générales au *Figaro*).”

Les cadres d'interprétation des rubricards et des reporters polyvalents de la rubrique Société

Les cadres d'interprétation qu'utilisent les journalistes résultent de ces logiques stratégiques qui se veulent révélatrices de vérité et proches des enjeux nationaux du moment. Tandis que, chez les localiers, les repères étaient essentiellement de nature morcelée et très localisée, les cadres nationaux se montrent beaucoup plus cohérents et homogènes, dotés d'une structure narrative qui reste stable.

A chaque apparition d'un incident, si le ton et les modes de problématisation adoptés diffèrent fortement d'un journal à l'autre, *les paramètres* qui composent les récits se ressemblent : l'immigration, l'intégration de la deuxième, la troisième génération, le racisme, le chômage, la prévention, la répression... Comme le soulignent plusieurs recherches en la matière (Boyer/Lochard 1999 ; Battegay/Boubeker 1993), l'emploi des «outils» et des «figures» de la narration reste le même. Ainsi, on voit circuler *les personnages* définis qui changent toutefois de rôle en fonction des contextes : les beurs (victimes de racisme, délinquants) les beurettes (victimes ou exemples d'intégration), les acteurs sociaux de prévention, les hommes politiques, les petites gens-habitants (victimes de la délinquance ou en proie à la tentation de l'extrême droite), etc. Ces personnages de figuration, d'autre part, sont insérés dans certains *paysages de figuration* (banlieues, chômage, école, racisme etc.). Ceux-ci constituent en fait un continuum de problématiques chaudes de Société, en rapport non pas forcément «causal» mais «thématisé» qui, en même temps, abritent, toujours à l'avance, l'ensemble des causalités supposées de la violence. L'effet d'entraînement, de mimétisme qui est aussi caractéristique au niveau national, intensifie la circulation de ces repères, et génère parfois la fixation de l'image de tel ou tel quartier. C'est en ce sens là que la violence urbaine est, au niveau national, *à la fois un problème en soi et un cadre d'analyse d'une autre problématique.*

La médiatisation nationale et son piège

Nous avons vu jusqu'à maintenant comment les logiques du travail de deux groupes apparaissent en matière de violences urbaines, et comment se creuse un certain décalage dans leur vision et leur traitement sur les «incidents». Ce décalage, lors de la médiatisation nationale, met en relief certains pièges où peut tomber chacun des groupes de journalistes.

Le risque que peuvent courir les journalistes nationaux, pour leur part, est de tomber dans une tautologie narrative lorsqu'ils traitent des incidents survenus en province.

En raison de la reproduction automatique de la structure du récit, et de par leur visée politique précise, les journalistes nationaux négligent le contexte politique local où s'est émergé l'incident, en prenant les dépêches AFP parfois sans réflexion, et en se laissant embarquer dans le jeu de la médiatisation collective.

Pour la même raison, ils privilégient sans intention certaines villes et leurs inci-

dents à cause des références déjà existantes, comme l'immigration, le chômage, le caractère ouvrier de la ville où s'appliquent mieux leurs récits : par conséquent, certaines villes offrent plus de sujets de violence urbaine que d'autres, même si des faits similaires existent, et sont perçus localement comme de la même gravité. A Brest, par exemple, malgré l'existence de quartiers stigmatisés où se concentre la population d'origine immigrée, ne font pas l'objet d'actualité des incidents comme une agression de professeur à l'école, des affrontements avec la force de l'ordre. Dans ce cas, puisque les médias nationaux n'ont pas qualifié de «violence urbaine» les incidents survenus en Bretagne, celle-ci est considérée comme inexistante, et cela même aux yeux des journalistes locaux.

Lors de l'apparition d'incidents en province, c'est-à-dire lorsque les journalistes sont déjà «dépassés» par les problèmes, et aussi lors des reportages, des enquêtes dans des villes ayant déjà attiré l'attention des médias nationaux, le local devient un décor pour illustrer les problèmes nationaux. Il peut être aussi «un cas», en fonction de la *transposabilité* des problèmes observés. La limite de cette approche est qu'on ne peut voir dans ces incidents que des problèmes «déjà transposables», ou des problèmes n'ayant «pas encore» eu lieu. C'est cette forme de narration établie, qui n'invente ni de nouveau personnage ni de nouvel objet figuré, qui est souvent objet de critique de la part des journalistes de terrain, de la locale en particulier, dans les régions.

On peut aussi relever la caractéristique du *système de la «localisation» des problèmes* dans les médias nationaux : leur vision concerne essentiellement la «ville» pour donner un cadre d'unité sociale aux problèmes. Ainsi, l'attention portée à tel ou tel incident censé digne d'être relaté, amène-t-elle automatiquement le processus de création d'une sociologie de la ville, basée essentiellement sur les chiffres statistiques (le taux de chômage, le taux de la population étrangère, le taux de la délinquance, etc.) qui, au fond, répertorient les indicateurs uniformisant d'un «malaise» national.

Quant à leurs confrères locaux, lorsque les incidents sont déjà traités en tant que «violence urbaine» à l'échelle nationale, il se pose des problèmes qui peuvent mettre en cause leur légitimité de journaliste de terrain, puisque, au regard du «public», ce qui est relaté à la chaîne nationale a l'air plus authentique que les informations parues dans les pages locales. La dénomination d'un incident concerne, dans ce cas-là, la maîtrise de leur propre territoire rédactionnel. C'est pourquoi les locaux partent souvent en bataille contre le schéma national, pour essayer de dé-valider la

cohérence de ce dernier, déjà largement diffusé et resté dans l’imaginaire de la population.

“[Lorsqu’il y a des incidents] on va pas chercher à montrer que c’est un phénomène global national qui se développe à Rennes. On va quand même aller voir d’abord s’il n’y a pas de problèmes purement «locaux» qui font que les jeunes, dans ce cas là par exemple, s’expriment par la violence. C’est vrai qu’à chaque fois, on a découvert qu’il y avait des raisons, ponctuelles et purement locales. [...] Donc on a vraiment essayé d’aller sur le terrain, pour savoir pourquoi ça se passait, et pourquoi dans ce quartier, celui-là, et pourquoi ça s’arrêtait deux nuits après. [...] Il y a une chose qui est très grave, qui est «la rumeur». Si, nous, on est pas capable de donner des éléments, on a des rumeurs qui se développent, on a des clichés qui se développent, des schémas, restraints, racistes (un localier à *Ouest France*).”

L’utilisation chez les localiers des cadres proprement «locaux» s’avère ici très consciente et stratégique. Cependant, cette démarche apparaît d’autant plus difficile que la marge de manoeuvre laissée aux localiers, lors de la médiatisation nationale, n’est que d’essayer de détruire le schéma déjà établi au niveau national. Dans ce cas là, les critiques acerbes des localiers à l’égard d’un «faux débat» reste sans issue.

“[...] Mais, sur le papier de Libé, ils interviewent des jeunes, et... En fait, il n’y a pas de «démarche», ce sont des faits bruts, [et des recueils de témoignages du type] «tiens, on s’amuse», «on fait des joints». Mais qu’est-ce que ça apporte comme information ? C’est pas informatif. [...] Un manque de recul disons politique et du pouvoir (un localier fait-diversier à *Alsace*).”

La médiatisation nationale induit, d’autre part, un effet pervers dans l’espace médiatique local : à cause de la valorisation brusque des occurrences locales, le domaine du travail des localiers et des faits-diversiers est mis en valeur, et d’où, la tentation, logique, d’exploiter cette occasion pour se faire remarquer. La thématique de la violence urbaine apparaît comme un lieu où s’ouvre une possibilité de revanche pour un journalisme dévalorisé dans le contexte ordinaire. L’effet des autres médias, la télé en particulier, favorise la revanche des journalistes qui y voient là un grand sujet à récupérer dont le succès est assuré à l’avance.

bibliographie

- ARCHAMBAULT F. et LEMOINE J.-F., 1977, *Quatre milliards de journaux*, Paris, Alain Moreau.
- BALLE F., 1990, *Médias et société*, Paris, Montchrestien.
- BARTHELEMY M., 1992, «Événement et espace public : l'affaire Carpentras», *Quaderni*, n.18 automne. pp125–pp140.
- BATTEGAY A. et BOUBEKER A., 1993, *Les images publiques de l'immigration*, Paris, Harmattan.
- BOYER H. et LOCHARD G., 1998, *Scènes de télévision en banlieues 1950–1994*, Paris, Harmattan.
- CHAMPAGNE P., 1993, «Les médias et les “banlieues en difficulté”», *Après-demain*, n.353–354, avril-mai pp17–pp19.
- CERTEAU M. et GIARD R., 1983, *L'ordinaire de la communication*, Paris, Dalloz.
- GAYAN L.-G., 1990, *La PQR. Le premier média de France*, Toulouse, Milan.
- GIROUD et VILLAIN (sous la dir.de CHARON), 1995, *Les immigrés dans la presse quotidienne régionale*, Les cahiers de l'observatoire des pratiques et des métiers de la presse, n.3.
- GRAS P., 1998, *Médias et citoyens dans la ville*, Paris, Harmattan.
- HUNTER M., 1997, *Le journalisme d'investigation*, Paris, PUF.
- JANOWITZ M., 1977, «The Journalistic Profession and the Mass Media», in DAVID et CLARK (sous la dir. de), *Culture and its creators. Essays in honor of Edward Shils.*, pp72–pp96, Londres ; Chicago, The University of Chicago Press.
- KHOSROKHAVAR et TIETZE (sous la dir.de WIEVIORKA), 1998, *Insécurité urbaine et violence*, Convention RATP. Mission Recherches Sociétales.
- MABILEAU A. (sous la dir.de), 1980, *Information locale*, Paris, Ed. la Padone.
- LE GUERN PH. et LEROUX P., 2000, «Les limites de l'espace public médiatisé : l'exemple d'une télévision locale», in *Hermès*, nn.26–27.
- LEMIEUX C., 2000, *Mauvaise presse*, Paris, Ed. Métailié.
- MACE E., 1999, *Médias, banlieues et violences urbaines : quels liens ?*, article non publié.
- MACE E. et PERALVA A., 1999, *Médias et violences urbaines. Etude exploratoire sur le travail des journalistes*, CADIS, Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure, article non publié.
- MATHIEN M., 1986a, *La presse quotidienne régionale*, Paris, PUF.
- —, 1986b, *Médias en région*, Nancy, Presses universitaires de Nancy.
- —, 1989, *Le système médiatique, le journal dans son environnement*, Paris, Hachette Université.
- —, 1992, *Les journalistes et le système médiatique*, Paris, Hachette.
- MOLOTCH H. et LESTER M., 1974, «L'usage stratégique des événements : la promotion et le montage des nouvelles», in *American sociological review*, n 39 pp101–pp112.
- MONS A., 1992, *La métaphore sociale*, Paris, PUF.
- MORLEY D et ROBINS T, 1995, *Spaces of identity*, Londres, Routledge.
- NEVEU E. et QUERE L., 1996, «Le temps de l'événement. La présentation», *Réseaux* n.75 CNET, pp6–pp19.
- PADIOLEAU J. G., 1976, «Systèmes d'interactions et rhétoriques journalistiques», *Sociologie du travail* juillet.
- PAILLIART I. (sous la dir.de), 1995, *Espace public et l'emprise de la communication*, Grenoble, Ellug.

- QUERE L., 1992, «L'espace public : de la théorie politique à la métathéorie sociologique», *Quaderni*, n.18 automne. pp75–pp91.
- RUELLAN D., 1993, *Le professionnalisme du flou*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.
- —, 1997, «Groupe professionnel et marché de travail du journalisme», *Réseaux*, n 81, janvier.
- RUELLAN D. et THIERRY, 1998, *Journal local et réseaux informatique. Travail coopératif et identité des journalistes.*, Paris, Harmattan.
- SCHLESINGER P., 1987 (traduit en 1990), «L'identité nationale. De l'incantation à l'analyse», *HERMES*, n.8–n.9, pp201–pp239.
- SCHNEIDERMAN D., 1999, *Du journalisme après Bourdieu*, Paris, Fayard.
- SFEZ L. (sous la dir de.), 1977, *L'Objet local*, Paris, Christian Bourgeois (10/18).
- TETU J.-F., 1995, «L'espace public local et ses médiations», *HERMES*, n.17–n.18. pp287–pp298.
- TUCHMAN G., 1978, *Making news : a study in the construction of reality*, New York, Free Press.
- WIEVIORKA M., 1998, *Le racisme, une introduction*, Paris, La Découverte.
- WIEVIORKA M. et WOLTON D., 1987, *Terrorisme à la Une*, Paris, Gallimard.
- WOLTON D., 1991, «Les contradictions de l'espace public médiatisé», *HERMES*, n.10. pp95–pp114.
- —, 1997, *Penser la communication*, Paris, Flammarion.